



## Souveraineté sur les ressources naturelles et investissements internationaux

Frédéric Mousseau

### ► To cite this version:

Frédéric Mousseau. Souveraineté sur les ressources naturelles et investissements internationaux. Nourrir le monde, la parole aux citoyens. Ateliers entre chercheurs et représentants de la société civile., Nov 2012, NANTES, France. hal-01081636

**HAL Id: hal-01081636**

**<https://hal.science/hal-01081636>**

Submitted on 17 Nov 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

# **Lascaux, Droits, Aliments, Terres**

## **Thème 1: Souveraineté sur les ressources naturelles et investissements internationaux**

**Présentation de Frédéric Mousseau, Policy Director, Oakland Institute (Etats Unis), 12 Novembre 2012**

### **Introduction**

Depuis 2008, Oakland Institute s'est attaché à exposer le phénomène de l'accaparement des terres qui s'est développé à la suite des crises alimentaires et financière de 2008.

Les estimations les plus récentes font état de 83 millions d'hectares acquis entre 2000 et 2010 (représentant les surfaces combinées de la France et de l'Allemagne), dont 70% en Afrique (56 millions d'hectares), avec un pic très net des acquisitions en 2008-2009, période au cours de laquelle plus de 60 millions d'hectares furent acquis dans le monde. Après un ralentissement en 2009-2010, la tendance se maintient et la terre continue à attirer de nombreux investisseurs aujourd'hui.

La combinaison de trois facteurs, en fait trois crises explique la ruée vers les terres agricoles du monde entier, et en particulier celles situées en Afrique:

- Tout d'abord la crise financière commencée en 2008 et le besoin pour les fonds d'investissements et autres banques d'affaires de trouver des nouveaux placements, notamment après l'effondrement de la bulle immobilière. Les managers du fonds d'investissement de 32 milliards de dollars d'Harvard reconnaissait récemment l'engouement de l'université pour les investissements dans les ressources naturelles, autrement dit les plantations, devenu un placement de prédilection.<sup>i</sup>
- Le deuxième facteur est la crise pétrolière : prix élevés mais surtout volatilité et incertitudes sur les marchés pétroliers. La hausse du prix du pétrole dans les années 2000 a conduit de nombreux gouvernements et entreprises à promouvoir les agrocarburants, avec en ce qui concerne l'Europe la mise en place de mandats et de mesures incitatives.

- Enfin, la crise alimentaire : de nombreux pays importateurs de céréales ont compris l'importance de sécuriser leur approvisionnement en denrées alimentaires. De nombreux investisseurs ont également réalisé qu'investir dans les terres agricoles ou les ressources naturelles serait obligatoirement rentable vu que la population mondiale est attendue à 9 milliards d'individus en 2050, et la FAO estimait récemment que la démographie et les changements d'habitudes alimentaires demandaient une hausse de la production agricole de 70% d'ici 2050<sup>ii</sup>.

Oakland Institute a commencé à étudier le phénomène à partir de 2008, motivé par une inquiétude croissante quant à l'impact de cette vague d'investissement sur les populations locales, leur sécurité alimentaire et l'environnement. Nos premières investigations ont rapidement mis en lumière trois éléments majeurs :

1. Le discours généralement positif qui était colporté autour de ces investissements. En 2008, tous les leaders politiques et dirigeants d'organisations internationales s'accordaient sur la nécessité d'investir dans l'agriculture. Au Sommet Mondial de l'Alimentation de 2008 à Rome, le Président Sarkozy appelait par exemple les fonds d'investissement à investir dans l'agriculture, faisant ainsi écho au discours déjà bien rodé de la Banque Mondiale la promotion des investissements étrangers dans les pays du Sud.
2. Le manque d'information et de transparence sur ce qui se passait concrètement dans les pays touchés. Mis à part quelques rapports et articles de presse, globalement peu d'information précise était accessible sur les investissements en cours, leurs modalités et leur impact.
3. L'Afrique, la cible privilégiée des investisseurs, était souvent considérée comme le continent dont les terres sont inutilisées et disponibles - un mythe qui reste encore vivace – le Directeur du FIDA clamait ainsi en aout 2012 que 60% des terres disponibles dans le monde se trouvaient en Afrique<sup>iii</sup>.

Ces premiers éléments nous ont décidé à lancer une recherche dans 7 pays africains en 2012-2011 (Ethiopie, Mali, Mozambique, Sierra Leone, Sud Soudan, Tanzanie, Zambie) sur les grands (supérieurs à 1000 hectares) investissements agricoles et à produire une trentaine de rapports pays et de briefs sur les pays, les investissements ainsi que des thèmes transversaux. L'institut poursuit ses recherches dans d'autres pays, le dernier en date étant le Cameroun, où un projet de palmier à huile a été exposé en Septembre dernier.

## Quels enseignements avons-nous tirés de cette recherche ?

### 1. Investissement ou accaparement ?

Les investissements dans le foncier agricole prennent différentes formes mais ils aboutissent presque systématiquement à ce que l'on peut qualifier d'accaparement des terres.

Dans de nombreux pays, les droits des populations rurales sur les terres et les ressources naturelles ne sont simplement pas reconnus. Dans certains pays que nous avons étudiés, les paysans vivant sur les terres convoitées ont pu être qualifiés de 'squatters', même s'ils utilisaient les terres en question depuis des décennies.

Dans les pires des cas, par exemple en Ethiopie, les populations sont déplacées de force, « villagisées », c'est-à-dire regroupées dans des nouveaux villages. Ce phénomène concerne 1,5 million de personnes dont les terres ancestrales sont cédées aux investisseurs sans consultation et sans compensation. En Ethiopie comme dans d'autres pays, les populations qui luttent pour leurs terres sont intimidées, arrêtées, battues, violées voire assassinées. Une Etude de Global Witness a établi qu'entre 2001 et 2011, 711 personnes luttant pour leurs terres ont été assassinées dans le monde, soit plus d'une par semaine. 106 personnes étaient tuées en 2011, un chiffre qui a doublé par rapport à 2009. Ces chiffres sont probablement très en dessous de la réalité en raison du manque d'information et de monitoring.

Dans les meilleurs des cas identifiés, comme en Sierra Leone ou en Tanzanie, des lois s'appliquent, des consultations sont effectuées mais il nous a été impossible d'identifier où que ce soit une application satisfaisante du principe internationalement reconnu de Consentement Libre et Informé Préalable (CLIP). Quand les consultations ont lieu, ce sont généralement des réunions d'information qui font la publicité des projets et de leurs bienfaits à venir. Les informations fournies aux populations sur les projets sont généralement insuffisantes ou incomplètes, ce qui ne leur permet pas de prendre des décisions informées sur leur terre.

Par exemple, dans les cas où des études préalables d'impact social et environnemental sont effectuées (une minorité des 70 projets étudiés), elles ne sont pas mises à la disposition du public ni a fortiori expliquées aux populations locales dans leur langue. Ces études sont par ailleurs effectuées par des experts recrutés par les investisseurs et minimisent le plus souvent les aspects négatifs ainsi que les risques liés au projet.

Enfin alors que beaucoup responsables gouvernementaux insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas de vendre les terres mais de location, la durée des contrats, allant fréquemment de 50 à 99 ans, s'apparente en réalité bien à des cessions définitives.

## **2. Le mythe des terres disponibles**

Alors que les responsables gouvernementaux et organismes internationaux insistent sur la grande disponibilité de terres, particulièrement en Afrique, nos recherches mettent en doute cette affirmation qui s'avère souvent sans fondement. Par exemple en Sierra Leone, le Gouvernement affirmait en 2010 avec la FAO que seulement 15% des 5,4 million d'hectares de terres agricoles étaient utilisées. Or, ce chiffre répété à foison par les différentes officines et officiels, était en réalité basé sur une étude datant de 1975. La FAO a revu à la baisse son évaluation des terres disponibles suite à la publication de notre étude, reconnaissant l'usage très étendu des jachères, qui a pu donner l'impression à certains que les terres étaient disponibles.

Les terres ciblées en priorité ne sont pas des terres disponibles ou non utilisées mais bien des terres sur lesquelles les droits des populations ne sont pas reconnus. Ces terres sont en premier lieu des biens communs (commons) tels que forêts et prairies, pour lesquelles les populations n'ont pas de propriété individuelle des terres mais un usage collectif ou communautaire, qui revêt souvent une importance majeure au niveau social, culturel et économique. Ceci est un point commun à de nombreux pays cibles de l'accaparement des terres, où différents types de population perdent l'usage ou l'accès à ces biens communs. C'est le cas des populations dites indigènes (par exemple en Papouasie Nouvelle Guinée, RDC, Cameroun, Ethiopie), des populations pastorales et agropastorales (par exemple en Ethiopie, Kenya, Tanzanie), ou encore des femmes (par exemple au Mali).

Une population particulière victime elle aussi du phénomène est celle des réfugiés. Notre recherche en Tanzanie a pu établir que plus de 160,000 personnes, réfugiés de 1972 sont sur le point d'être évacuées de leurs lieux de vie et de travail pour faire place au projet d'agriculture industrielle d'un industriel de l'Iowa avec le projet Agrisol.

Pour justifier le terme de 'terres disponibles', on a pu entendre l'idée qu'il s'agit de terres marginales, peu fertiles et inutilisées par les agriculteurs, notamment par les promoteurs du jatropha, présentée pendant un temps comme la plante miracle pour le développement des agrocarburants. Cependant, nos recherches montrent sans équivoque que les investisseurs ne recherchent des terres marginales que pour autant qu'ils peuvent y avoir un large accès aux ressources en eau. Ce concept de terres

marginales et inutilisées apparaît donc comme un mythe visant à convaincre les opinions publiques et les responsables politiques du bien fondé des investissements et des opportunités de win-win (gagnant-gagnant).

Les investisseurs cherchent des bonnes terres et avant tout l'accès aux ressources en eau. Les entreprises qui investissent dans les terres africaines ne font d'ailleurs pas secret qu'elles ne sont généralement intéressées par les terres que dans la mesure où elles peuvent également sécuriser l'accès à l'eau pour l'irrigation de ces terres<sup>iv</sup>. Plusieurs des investisseurs que nous avons étudiés sont explicites sur le fait que les zones d'investissement doivent avant tout assurer un accès à de grandes quantités d'eau afin de mettre en œuvre des cultures irriguées à grande échelle.<sup>v</sup> Il est d'ailleurs remarquable que si les terres sont souvent offertes à des taux très avantageux, l'accès illimité à l'eau est dans la plupart des cas offert gracieusement dans les contrats.

### **3. Des acteurs multiples et inattendus**

Les medias occidentaux ont fait largement écho aux investissements originaires de Chine ou des pays du Golfe. Les résultats de nos recherches ont cependant contredit le discours dominant en montrant que les investisseurs de ces pays n'étaient finalement pas majoritaires et qu'en plus de pays émergents comme l'Inde, l'accaparement des terres implique de nombreux investisseurs européens et Nord Américains de natures très variées. Ces investisseurs comprennent notamment des entreprises agroalimentaires ou du secteur de l'énergie (intéressées par la production d'agrocultures), des grandes universités américaines telles qu'Harvard et Vanderbilt, des églises (des fonds d'investissement gérant les fonds d'églises scandinaves ont été épinglées au Mozambique pour leurs pratiques douteuses) ou encore des fonds de pension (par exemple les retraites des fonctionnaires hollandais).

Plusieurs des projets exposés par l'Institut impliquent des grandes universités américaines. Cette implication prend deux formes principales : (i) la participation et le soutien à des projets d'investissement : Iowa State University, l'université publique de l'Iowa s'est ainsi impliquée dans le projet AGRISOL en Tanzanie, en apportant un soutien technique mais aussi la crédibilité de l'institution, utilisée pour donner un label de développement durable au projet (ii) le placement des fonds d'investissement des grandes universités (Harvard tire 40% de ses revenus des intérêts issus des 32 milliards de dollars placés par son « endowment »). L'implication des universités via leur endowment était secrète avant la publication de notre recherche en juin 2011. Celle de l'Université de l'Iowa était connue mais les responsables de l'Université impliqués dans le projet avaient choisi de dissimuler que l'investissement aurait pour conséquence le déplacement de plus de 160,000 personnes habitant et cultivant les terres ciblées.

## L'accaparement des terres n'est pas inéluctable

Nous avons pu identifier des cas dans lesquels les gouvernements ont privilégié les intérêts des populations locales actuelles et futures, sur ceux des investisseurs.

En Tanzanie, des projets ont été rejetés par le gouvernement ou n'ont pu obtenir les surfaces demandées. C'était par exemple le cas de la firme britannique Sunbiofuels, qui espérait 18,000 ha et ne put avoir accès qu'à 8,200 (l'entreprise a fait faillite par la suite, ce qui suggère que la prudence était justifiée).

Les gouvernements de Tanzanie et du Mozambique ont également pris des mesures et adopté des lois censées protéger les droits et la sécurité alimentaire de leurs citoyens. Le Mozambique a d'ailleurs mis en place un moratoire de 2009 à 2011 sur l'octroi de nouvelles concessions après avoir reconnu de nombreux problèmes dans les pratiques des investisseurs. La Papouasie Nouvelle Guinée a mis en place un moratoire en 2011 sur les *Special Agriculture and Business Leases (SABLs)*, un mécanisme désastreux qui a permis l'accaparement de plus de 5 millions d'hectares dans le pays en quelques années. La Tanzanie avait pendant un temps établi un moratoire similaire pour la production d'agrocarburants.

Malheureusement, les mesures prises -généralement sous la pression de la société civile- sont parfois temporaires et s'avèrent souvent inefficaces. Les lois se contournent ou sont ignorées, les moratoires ont un fin, et la tendance globale se poursuit, sous la pression d'enjeux financiers colossaux et des pays riches ou émergents, dont la plupart soutiennent cette ruée, ainsi que sous les conseils avisés des bailleurs de fonds et institutions internationales, en premier lieu la Banque Mondiale.

Face à la force et à l'ampleur du phénomène, l'engagement du Oakland Institute dans la lutte contre l'accaparement des terres a pris de multiples formes au cours de ces dernières années.

### *L'effet Dracula*

Il aura parfois suffi d'exposer au grand jour les pratiques des investisseurs, les projets et leur impact pour que ceux-ci soient arrêtés ou du moins sérieusement freinés ou révisés.

Etant donné le secret prévalant dans de nombreux pays autour de ce type d'investissement, la seule diffusion de l'information aux populations locales a suffi pour que celles-ci puissent faire valoir leurs droits. Ainsi, au Sud Soudan, dans le département de Mukaya Payam, province de Central Equatoria, 600,000 ha avaient été acquis en 2008 pour 49 ans et pour la somme dérisoire de \$25,000, par Nile Trading and Development Inc. (NTD), une entreprise texane, dirigée par Eugene Douglas, un ancien ambassadeur des Etats Unis. Informées par la radio que leurs terres avaient été

vendues suite à la publication du Oakland Institute de juin 2011, les communautés locales se sont mobilisées et en août 2011, une délégation de 12 leaders communautaires s'est rendue à la capitale, Juba pour chercher – et finalement obtenir – l'engagement de Salva Kiir, le président du nouveau pays de rejeter ce projet.

### *Soutien aux communautés affectées*

La publication de contrats et d'autres documents relatifs aux projets, la diffusion d'informations et analyses sur la réalité des acquisitions foncières dans les pays du Sud a permis d'informer et de soutenir les actions des communautés et ONGs locales.

Alors que les paysans et pasteurs sont engagés dans une lutte de David contre Goliath, l'écho donné à leur combat au niveau international renforce leur position et leur capacité de négociation. La diffusion d'information et la sensibilisation aux problèmes de l'accaparement des terres au moyen de programmes radio en langues locales ont pu également. Au delà de la publication de nos recherches, l'Institut soutient directement la mobilisation des communautés locales. En Sierra Leone, nous avons ainsi soutenu la première conférence nationale de communautés affectées par les acquisitions de terres qui s'est tenu début 2012 avec plus d'une centaine de représentants des communautés locales de l'ensemble du pays.

### *Mobilisation des universités américaines*

Nous avons aussi expérimenté la force de l'information à l'autre bout, du côté des investisseurs : la mise à jour des pratiques des investisseurs et de la nature des projets a eu pour conséquence une forte mobilisation aux Etats Unis, où l'action conjointe de la presse, des groupes de citoyens et des étudiants aboutit à un retrait pur et simple des universités de certains projets ou fonds d'investissement. Harvard aurait ainsi retiré les 500 millions de dollars d'Emergent Asset Management qui investissait les fonds de l'université dans plusieurs projets en Afrique Australe. Six mois après les révélations de l'Institut sur le projet, l'Université de l'Iowa s'est retiré du projet AGRISOL en Tanzanie qui devait déplacer plus de 160,000 personnes et impliquait d'importants conflits d'intérêt de certains membres et personnel de l'université. La marche arrière de plusieurs grandes institutions n'a pu se faire que parce que nos efforts ont été suivis par une grande mobilisation étudiante, à travers le mouvement Occupy et d'autres mouvements citoyens aux Etats Unis.



## **Et si la faim justifiait les moyens du droit ?**

La réponse semble évidente au moment où l'accaparement des terres se traduit par des millions de personnes victimes d'injustices et de violations des leurs droits fondamentaux. Espérons que cet atelier pourra apporter des réponses sur le comment, car des questions importantes se posent quant à l'utilisation du droit. Nous en proposerons cinq pour cet atelier.

### **1. Quel droit foncier pour protéger l'accès des populations aux terres et ressources naturelles ?**

Les droits fonciers sont soit inexistants soit largement bafoués en Afrique et ailleurs. En plus des terres agricoles, il est aussi problématique de protéger les droits des populations sur les biens communs, les ressources en eau et autres ressources naturelles. Alors que des réformes du droit foncier ont eu lieu dans plusieurs pays, quel modèle et quelles approches sont les plus à même de protéger les droits des populations locales ?

### **2. Comment soutenir / étendre les actions en justice au niveau local ?**

Dans plusieurs pays, comme au Cameroun, en Tanzanie ou au Mali, des procédures ont été engagées auprès de tribunaux afin de faire valoir les droits des populations locales ou attaquer en justice la légalité des contrats. Force est néanmoins de constater qu'il y a finalement peu d'actions engagées par rapport au grand nombre de projets en cours. Le manque de moyens, d'information et de connaissance du droit des populations locales explique en partie ce décalage alors que la solidarité internationale fait largement défaut dans ce domaine.

### **3. Comment le droit peut-il intervenir contre la répression des populations locales ?**

Les assassinats, arrestations, intimidations et exactions par les forces de l'ordre, parfois directement transportées et payées par les firmes (comme en RDC ou en PNG), sont nombreux et rarement suivis d'action en justice. Au contraire, dans un certain nombre de cas, la justice locale participe aux efforts de répression et d'intimidation, non seulement en permettant l'impunité des responsables mais également en menant des procédures ou prononçant des jugements sévères contre les opposants à l'accaparement de leurs terres. Le niveau des amendes et des peines de prison

infligées aux paysans de Dioukoul au Senegal ou ceux de Maleh en Sierra Leone ont ainsi clairement pour but de servir d'exemple et de décourager l'opposition aux projets.

#### **4. Le droit peut-il servir à incriminer ou influencer les pays dits 'donateurs', les entreprises ou les institutions internationales ?**

Un ressortissant éthiopien a récemment annoncé une action en justice contre Dfid, la coopération britannique, pour son lien et financement du programme de villagisation forcée dans son pays.<sup>vi</sup> Quelles sont les opportunités pour des actions de ce type visant à influencer les acteurs internationaux qui soutiennent l'accaparement des terres et des violations des droits de l'homme qui en résultent?

#### **5. Quel usage faire des instruments internationaux ?**

Beaucoup des problèmes relevés autour de l'accaparement des terres violent des textes internationaux tels que la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, la Convention Internationale sur les Droits Economiques Sociaux et Culturels, et la Déclaration des Droits des Peuples Autochtones. Peut-on faire intervenir les textes internationaux et le droit international?

---

<sup>i</sup> <http://www.insidermonkey.com/blog/harvard-endowment-director-says-to-buy-natural-resources-15225/>  
<http://www.businessweek.com/articles/2012-09-20/can-timber-rebuild-harvards-endowment>

<sup>ii</sup> <http://www.fao.org/news/story/en/item/35571/icode/>

<sup>iii</sup> <http://dailytimes.com.ng/article/ifad-rejects-neocolonialism-allegations>

<sup>iv</sup> Emvest website, [http://www.emvest.com/about\\_us.aspx](http://www.emvest.com/about_us.aspx) (accessed July 27, 2011).

<sup>v</sup> Chayton Atlas Agricultural Company, "Response to Questionnaire Prepared for The Oakland Institute," December 2010.

<sup>vi</sup> Voir <http://www.bbc.co.uk/news/uk-19508665>